

La France nucléaire

SEZİN TOPÇU

La France nucléaire

L'art de gouverner
une technologie contestée

ÉDITIONS DU SEUIL

25, boulevard Romain-Rolland, Paris XIV^e

OUVRAGE PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION ÉDITORIALE
DE JACQUES GÉNÉREUX

ISBN 978-2-02-105270-1

© Éditions du Seuil, septembre 2013

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

Pour Selenay et Tan
Pour Diogo
Pour Lütfiye et Burhan Topçu

Préface

Les temps actuels sont à la bonne gouvernance, à la concertation et à l'*empowerment*, aux décisions prises collectivement, à la participation de tous les « porteurs d'intérêt » à la définition des choix. Les temps actuels sont aux économies de la connaissance, à la gestion économique saine et responsable, à l'« efficacité » soutenable, aux PPP, les partenariats public-privé. Les temps actuels sont au développement durable, à la protection de l'environnement, aux services écosystémiques et au *monitoring* de la biodiversité, à la gestion rationnelle des ressources. Les temps actuels sont aux experts techniques et aux experts des âmes, aux experts globaux diffusant les « meilleures pratiques disponibles », à l'évaluation et la gestion des risques, au coût-bénéfice et au *new public management*. Les temps actuels sont à l'*evidence-based medicine* (la médecine des « preuves », en traduction française), à la méthode ouverte de coordination, aux listes de produits chimiques garants de notre sécurité sanitaire, aux tests de résistance des centrales nucléaires. Et tout cela est certainement bel et bon, et peut-être vrai.

Ce que nous propose Sezin Topçu dans ce livre est toutefois un peu différent. En mauvaise fille, elle ne prend pas les mots pour argent comptant, elle regarde sous les jupes et sous les tables, elle fouille dans les armoires et jette un regard un peu froid sur ces bonnes paroles et la manière dont les choses

semblent faites concrètement. Elle ne parle pas en généralité, elle ne pense pas le nouvel ordre du monde, elle ne dit pas comment nous devrions faire, mais comment les choses adviennent, effectivement, concrètement, au quotidien. Son sujet est simple – et capital pour notre pays puisqu’il porte sur le monde du nucléaire, des institutions qui l’ont mis en place, des hommes qui le conduisent, des paroles qui le défendent. Son objet est comment le nucléaire a été gouverné depuis les années 1970, comment il a été gouverné par le faire, les mots et ceux qui en ont fait l’affaire de la France. Son but est de les suivre, de dire leurs raisons, de raconter leurs stratégies et tactiques ordinaires – de dire l’« art » de nucléariser la France.

L’objectif de l’auteur est aussi de suivre la critique, ceux qui refusent ou veulent limiter ce nouveau pouvoir qui s’installe, de dire ce qui les motive eux aussi, de saisir comment ils investissent l’espace public et contestent. Il est d’étudier ce jeu à plusieurs, de dire comment la critique est absorbée par l’institution nucléaire, comment elle est réappropriée, reformulée, déplacée – et comment la critique s’adapte en retour, comment les associations succèdent aux « écolos chevelus », comment se joue et se transforme ce conflit.

Son but est encore d’accompagner le temps qui passe et les impondérables qui surgissent – Tchernobyl bien sûr, mais aussi Fukushima –, les « réactions en chaîne » qui en dérivent et le devoir de toujours s’adapter, d’être mobile, comme on dit aujourd’hui en théorie sociale, dans le management ou sur les théâtres de la guerre asymétrique. Il est de comprendre les transformations de la critique elle-même, son passage du refus radical à la politique de surveillance, puis son passage de l’acceptation de formes de gouvernement partagé à des exigences renouvelées. Il est de regarder cette histoire dans l’Hexagone, de Creys-Malville à la Hague et au Limousin,

mais aussi en Biélorussie, où il convient d'apprendre aux populations à vivre avec ce qui fait leur nouvel environnement radio-activé, ou au Niger, autour des mines d'uranium qu'Areva exploite avec vigueur. Il est de montrer comment on gère différemment au Sud, à l'Est et chez nous, comment ce qui convient ici n'est pas nécessaire là-bas, comment la bonne volonté affichée à Paris peut se retourner au loin en manques de sécurité et en violences.

Dit autrement, le but de Sezin Topçu est de décrire les moyens qui ont été mis en œuvre pour réussir une nucléarisation durable de ce pays, la part décisive des états de fait et de l'action rapide, la fonction d'irréversibilité que joue la technique installée. Il est de dire comment on gouverne par l'argent qu'on distribue aux territoires qui acceptent les nouvelles centrales, comment on gouverne par l'information, le secret et les choses qu'on oublie. Il est de montrer l'utilité des sciences sociales, des sondages bien faits, des images qu'on construit et projette – le nucléaire « vert » qui contribue à la réduction de l'effet de serre. Il est surtout de suivre les mots avec attention, de dire le *nukespeak*, de raconter le travail soigné qui permet de transformer un handicap en avantage discursif.

Théoriquement, ce travail repose sur un déplacement du regard et des catégories d'analyse. Le point de départ conceptuel n'est pas la gouvernance mais le gouvernement, l'acte de gouverner, le fait que certains ont une capacité supérieure de faire et de faire faire – et ce point importe si l'on veut construire une description « réaliste » des choses. Le point de départ n'est pas le tous ensemble mais les asymétries d'intérêt, de pouvoir et de définition du bien commun, la question de ce qui est bien pour la nation et de ce qu'elle ne doit pas accepter – le fait que le conflit est là et qu'il « n'est pas un accident ni un malheur [mais] l'expression du caractère non décidable de

façon scientifique ou dogmatique du bien public¹ » (Paul Ricœur). Le point de départ n'est pas la fascination pour les nouveaux arrangements qui constamment refont nos mondes naturels et sociaux, mais ce qui est historiquement et délibérément maintenu sous les adaptations que sont tenus de faire les uns et les autres, la rémanence des engagements pris – la question insoluble de l'écart des propositions et valeurs. Le point de départ n'est pas les formes pacifiées de gestion du différend qui sont instituées et qui pourraient conduire à un consensus raisonnable, mais d'abord les formes de gestion du conflit, les stratégies et tactiques savamment renouvelées et mises en œuvre pour gagner. Le Foucault de la fin des années 1970 est bien sûr au centre de ce livre, et cela ne peut être sous-estimé, mais le caractère concret et précisément documenté de cet ouvrage permet à Sezin Topçu de raffiner la manière dont nous devons prendre la question du gouvernement.

Penser le gouvernement du nucléaire sur quarante ans – et de la France au Niger et à la Biélorussie – conduit en effet à abandonner l'opposition, entendue partout aujourd'hui, entre l'État d'une part et la société civile de l'autre. Les oppositions entre État et société, gouvernement et marché ou entre coercition et consentement sont beaucoup trop simplistes pour ce livre, et elles ne pourraient rendre compte de cette affaire. Ce que montre Sezin Topçu est qu'on gouverne de tas de façons – de façon autoritaire et « pastorale », à travers des marchés, l'exercice de la souveraineté, ou de façon négociée (au sens de la bonne gouvernance). Ce que montre le livre est que la souveraineté et ses modes d'action se maintiennent aux côtés de la gouvernementalité telle que théorisée par Foucault ; que, à côté de la conduite des conduites, à côté du gouvernement par

1. P. Ricœur, *Lectures I. Autour du politique*, Paris, Seuil, 1991, p. 166-167.

les normes et les dispositifs, par le calcul et la tactique, par la participation et le débat public, persiste le gouvernement qui se donne le droit souverain de décider et de faire – qui privilégie les intérêts stratégiques de la nation identifiée à ses structures fonctionnelles et ses acteurs économiques, un état qui peut jouer avec la loi et agir de façon discrétionnaire. En bref, ce livre démontre que la souveraineté ne précède pas dans le temps la gouvernementalité mais qu'elle lui reste contemporaine.

Le résultat est un livre fort, utile, qui arrive à point nommé, un livre documenté, conceptuellement très charpenté et raffiné. Peut-être sera-t-il trop cru au goût de certains, mais il vise juste. D'autres pourront peut-être arguer que le cas du nucléaire est trop particulier, qu'il ne reflète pas la vivacité des formes actuelles de la gouvernance, qu'il est une sorte d'anachronisme, le résidu d'un monde en voie d'extinction. On me permettra d'en douter. Doublement. Parce que, malgré Fukushima, le nucléaire semble plus que jamais un point d'ancrage, au Japon, en France, dans une large part du monde. Et parce que le poids des formes de gouvernement autour des technologies et du monde industriel, la panoplie des outils mobilisés, l'importance des enjeux de souveraineté aux côtés de la gouvernementalité libérale de la critique et de l'opinion publique – toutes choses que Sezin Topçu illustre avec brio sur son cas – ont valeur générale. Les technologies matérielles, sociales et discursives qu'elle décrit sont au cœur du gouvernement de toutes les technologies : on les retrouve des « tables rondes multi-acteurs » (qui légifèrent sur les produits comme le soja, l'huile de palme et le coton) aux manières qu'a la Communauté européenne de gérer la participation des populations aux choix technologiques, du gouvernement de et par les risques à l'invocation et la mobilisation de l'éthique et de la sécurité. Ce livre offre donc des points d'appui majeurs à

LA FRANCE NUCLÉAIRE

l'analyse de nos sociétés, pénétrées qu'elles sont, de part en part, par les sciences et les techniques – et il sera d'un grand recours pour tous ceux qui prendront le temps de le lire.

Longue vie, donc, à ce livre, à ce regard nouveau sur « l'art de gouverner une technologie contestée » !

Dominique Pestre

Introduction

« Qu'est-ce que serait un pouvoir qui serait profondément méchant ? Qu'est-ce que serait un pouvoir qui n'aurait pas pour fonction, destination et pour justification de faire le bien ? [...] Le pouvoir va se caractériser, tout autant que par sa bienfaisance, par sa toute-puissance, par la richesse et tout l'éclat des symboles dont il s'entoure. Le pouvoir va se définir par sa capacité à triompher des ennemis, à les vaincre, à les réduire en esclavage¹. »

Michel Foucault

« Nous irons cracher sur vos centrales ! » s'exclamait un groupe antinucléaire dans les années 1970. « Sortir du nucléaire avant l'enfer sur terre ! » criera un autre quatre décennies plus tard lors de la grande « chaîne humaine » organisée en Rhône-Alpes à l'occasion de la commémoration de la catastrophe de Fukushima. Si les formes de critiques portées à l'énergie nucléaire ont subi de profondes mutations au cours du temps, l'industrie nucléaire se distingue comme un

1. M. Foucault, « Leçon du 8 février 1978 », in *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris, Gallimard-Seuil, 2004, p. 130.

des seuls domaines technoscientifiques soumis à une contestation durable. Mais que signifie une telle durabilité des critiques visant un secteur industriel qui est pourtant on ne peut plus solidement implanté en France ? Quel est *l'art de faire vivre* l'énergie nucléaire, cette fierté nationale, cette exception française ? Comment les Français, très sceptiques vis-à-vis de l'atome dans les années 1970, sont-ils parvenus à « l'aimer » ou, en tout cas, à l'accepter ? Qu'est devenu, au cours du temps, le mouvement antinucléaire d'il y a quarante ans, alors très fort en France mais aussi en Europe et aux États-Unis ? Quelles sont les différentes stratégies déployées par les organismes nucléaires pour faire face aux critiques portées aux technologies nucléaires ? De quelle façon la prise en charge institutionnelle des critiques a-t-elle orienté l'action collective et, par là, les conditions de citoyenneté à l'âge atomique ?

Cet ouvrage se propose d'expliquer le succès de la nucléarisation de la France en dépit de fortes résistances citoyennes. Il analyse la réussite du programme électronucléaire français non pas en partant de l'hypothèse culturaliste bien connue qui consiste à d'emblée relier le nucléaire à une spécificité française, mais en décrivant les stratégies gouvernementales pour *contenir* (réprimer, contourner, devancer, coopter, canaliser, « scientifier », etc.) les critiques. Il revient sur quarante ans de rapports de force entre la technoscience et ses contestataires, en considérant non seulement les moments forts du mouvement antinucléaire, mais aussi la trajectoire, le repli et le renouveau de la critique.

À la recherche du « mouvement »

L'espace de la critique liée à l'énergie nucléaire et à ses risques s'est transformé de façon considérable depuis les

années 1970. Concernant l'intensité des contestations, il est difficile aujourd'hui d'assister en France à des manifestations antinucléaires rassemblant près de cent mille manifestants, comme celle de Creys-Malville contre le surgénérateur Superphénix il y a trente-six ans, alors que trois accidents nucléaires majeurs sont survenus entre-temps. En mars 2011, après la première explosion japonaise survenue à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, on comptait à peine trois cents participants à la manifestation antinucléaire organisée à Paris, alors que soixante mille personnes marchaient le même week-end en Allemagne. Un an après, c'est la surprise : les militants antinucléaires français se rattrapent lors de la commémoration de la catastrophe nucléaire japonaise. Soixante mille manifestants participent à la « chaîne humaine contre le nucléaire » organisée sur deux cent trente kilomètres, entre Lyon et Avignon. Mais cette mobilisation n'aura pas l'effet escompté sur les programmes (pro)nucléaires défendus par les partis de la majorité et de l'opposition au cours de la campagne préélectorale. Tandis qu'à la présidentielle de 1981 François Mitterrand a dû passer par la « case » écologiste et antinucléaire pour gagner, trente et un ans plus tard, son successeur se fera élire sans être contraint de promettre un moratoire ou un référendum sur le nucléaire, ni même de compromettre le chantier contesté d'EPR¹.

Au-delà de sa capacité à mobiliser la rue et les urnes, la contestation antinucléaire française a aussi beaucoup évolué,

1. *N. B.* : il y a une liste des abréviations en fin de volume. L'EPR (*European pressurized reactor*) est le nom de la nouvelle filière de réacteurs nucléaires (dite de « troisième génération ») bénéficiant, selon ses concepteurs, d'une puissance accrue ainsi que d'un niveau de sûreté plus élevé. Il est non seulement destiné à l'exportation mais est également censé remplacer, à l'horizon 2025, les réacteurs vieillissants du parc nucléaire national. Une « tête de série » est actuellement en construction à Flamanville.

depuis la décennie 1970, en termes de types d'acteurs engagés, de formes d'action politiques élaborées, d'arguments et de « cités de justice¹ » mis en avant. Un changement important concerne la scientification accrue des critiques portées à l'énergie nucléaire à partir du milieu des années 1980. Dans les années 1970, on abordait le choix nucléaire comme un choix de société, en dénonçant, par exemple, la société nucléaire en tant que société autoritaire, policière, technicienne. Une décennie plus tard, les critiques et les controverses portent davantage sur les risques techniques inhérents à cette forme d'énergie (risque d'accident, effets sanitaires des faibles doses de radioactivité, etc.) que sur des risques démocratiques (intervention policière, restriction des libertés individuelles, etc.). Un activisme expert se met en place, subrepticement, au cours de ce processus. Le « public concerné », au sens de Walter Lippmann², s'empare des compétences techniques, tandis que les scientifiques se retirent plus ou moins de la scène de la critique. La division entre les pro et les anti devient floue pendant un temps³. À partir de la fin des années 1990, un militantisme antinucléaire national fera à nouveau surface, se donnant pour objectif la sortie du nucléaire en France. Il

1. Les « cités de justice » renvoient à un ensemble d'épreuves (ne se limitant pas à la force de l'argumentation) à travers lequel différents acteurs se justifient et font valoir leur valeur ou leur « grandeur », dans le cadre d'une dispute ou d'une négociation. Cf. L. Boltanski, *L'Amour et la justice comme compétence : trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Métailié, 1990.

2. Walter Lippmann argue qu'un « public générique » qui serait intéressé par tout n'existe pas et qu'il faut plutôt considérer que chaque problème ou enjeu construit son propre public. Cf. W. Lippmann, *Le Public fantôme*, Paris, Démopolis, 2008.

3. F. Chateauraynaud et D. Torny, *Les Sombres Précurseurs : une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999.

s'appuie sur des alliances internationales, y compris avec les « victimes du progrès » surgies dans d'anciennes colonies françaises, radioactives sans être nucléaires¹. Cependant, il se trouve affaibli au moment où surviennent les accidents en chaîne à Fukushima Daiichi. Entre-temps, l'énergie nucléaire s'est dotée d'une nouvelle image au succès mondial en tirant profit du débat sur le changement climatique : celle d'une filière « écologique », voire « renouvelable ».

Ce livre étudie la nature et la portée de ces transformations. Il cherche à comprendre pourquoi désormais en France, lorsqu'une catastrophe nucléaire singulière comme celle de Fukushima survient, longtemps jugée improbable mais désormais d'une révoltante actualité, sont suscitées si peu de réactions et d'indignations, du moins dans un premier temps. Plus généralement, il sera question de saisir la dynamique croisée entre la critique et sa prise en charge par les institutions, en se focalisant sur trois périodes historiques qui vont de la fin des années 1960 jusqu'à la survenue de la catastrophe de Fukushima. Cet essai, issu d'une vaste recherche sociohistorique², se veut une riche boîte à analyse de ce qu'était et de ce qu'est devenue la critique de l'énergie nucléaire dans le pays le plus nucléarisé du monde. Au lecteur – chercheur ou citoyen – d'en tirer les leçons politiques pour envisager ce que pourra – devra – être la critique de l'énergie nucléaire en cette période postcatastrophe(s), qui incarne déjà une rupture pluridimensionnelle. Rupture sociale

1. Sur la construction politique de la notion de « nucléarité », cf. G. Hecht, *Being Nuclear: Africans and the Global Uranium Trade*, Cambridge-Londres, MIT Press, 2012.

2. S. Topçu, *L'Agir contestataire à l'épreuve de l'atome. Critique et gouvernement de la critique dans l'histoire de l'énergie nucléaire en France (1968-2008)*, thèse de doctorat, Éditions de l'EHESS, 2010.

et environnementale d'abord : plus de cent cinquante mille Japonais sont désormais des *exilés* du nucléaire, alors que des *zones* allant jusqu'à cinquante kilomètres autour de la centrale accidentée sont contaminées à jamais. Rupture géopolitique ensuite : depuis Fukushima, il n'est plus possible de prétendre que les accidents graves n'arrivent que dans des pays de l'Est, communistes de surcroît, « donc » ne maîtrisant ni la technologie ni la démocratie. Et enfin rupture politique : nombreux sont les pays qui, depuis le 11 mars 2011, revoient à la baisse leur ambition nucléaire. Malgré une chancelière fascinée par l'atome, l'Allemagne est en tête de file, ce qui a poussé Ulrich Beck à décréter d'ores et déjà notre entrée dans une ère post-nucléaire¹.

Pour une autre histoire de l'énergie nucléaire

Les critiques, contestations et controverses suscitées par le secteur nucléaire français ont déjà fait l'objet de nombreux travaux. La généralisation dans les années 1970 des oppositions aux projets nucléaires en France, comme dans la plupart des pays occidentaux, ouvre la voie à un éventail de recherches, menées à chaud, pour saisir ce nouveau phénomène social. Sa théorisation la plus aboutie revient pendant cette période à Alain Touraine et son équipe². Ces sociologues accordent alors de très grandes ambitions au mouvement anti-nucléaire et, plus généralement, aux « nouveaux mouvements sociaux » (écologiste, antinucléaire, féministe...) théorisés sous ce label. Ils les considèrent capables d'opérer un change-

1. U. Beck, « Enfin l'ère post-nucléaire », *Le Monde*, 9 juillet 2011.

2. A. Touraine, Z. Hegedus, F. Dubet, M. Wiewiorka, *La Prophétie antinucléaire*, Paris, Seuil, 1980.



RÉALISATION : IGS-CP À L'ISLE-D'ESPAGNAC
IMPRESSION : CORLET IMPRIMEUR À CONDÉ-SUR-NOIREAU
DÉPÔT LÉGAL : SEPTEMBRE 2013. N° 105270 (00000)
Imprimé en France

